

LES CHIFFRES

520 000

Selon l'ONG Save the Children, 520 000 enfants birmans ont dû fuir leur domicile à cause de la violence engendrée par le coup d'État militaire.



ALL DAY



FREEDOM

#Adidas

#SpeakUpforMyanmar

3,80

Les employés d'Adidas en Birmanie ont manifesté pour demander une augmentation de salaire. De haute lutte semble-t-il. Que faut-il donc pour passer de 2,29 à 3,80 dollars US par jour ?

Ce n'est pas la première fois qu'Adidas est interpellée en Birmanie...

50

Les avoirs de Tun Min Latt, trafiquant d'armes de la junte interpellé en septembre par la police thaïlandaise, s'élèvent à la modique somme de 50 millions de dollars...



Libération par la junte de prisonniers politiques : nous ne sommes pas dupes

La junte a annoncé la libération de près de 6000 prisonniers. Parmi eux, on compte plusieurs prisonniers politiques parmi lesquels Mya Aye, l'un des anciens dirigeants de Génération 88 et Myo Nyunt, porte-parole de la Ligue nationale pour la démocratie (LND). Quatre ressortissants étrangers arbitrairement détenus ont aussi été libérés. Les témoignages de Sean Turnell - ancien conseiller australien du gouvernement LND - et de Toru Kubota - journaliste japonais - sur leurs conditions de détention laissent entrevoir l'enfer subi par les plus de 13000 prisonniers politiques qui restent en prison et la terreur pour le citoyen birman anonyme. La junte cherche à manipuler l'opinion, mais ces libérations relèvent uniquement de calculs politiques qui font fi de la vie et de la dignité humaine. Au final, peu de prisonniers politiques ont été libérés parmi les milliers annoncés et l'arbitraire total continue de régner. L'artiste Saw Phoe Khwar, proche de la LND, a vu sa libération de la prison d'Insein annoncée après deux ans de détention arbitraire. Mais il a été ré-arrêté immédiatement à sa sortie de prison. Si la junte cherche à diminuer la pression qui pèse sur elle, il faut au contraire l'augmenter : pour la libération de tous les prisonniers politiques !

Une nouvelle loi pour criminaliser la société civile et entraver l'aide humanitaire

Depuis le coup d'État, la junte instrumentalise le cadre législatif et réglementaire pour écraser toute opposition et supprimer tout espace civique, décimé depuis bientôt deux ans. Les militaires ont ainsi adopté de nouvelles restrictions visant la société civile, avec un texte qui oblige toute organisation, locale ou internationale, à s'enregistrer. Faute de quoi elle risque jusqu'à 5 ans de prison et une amende de 2500 euros. La junte interdit dans la foulée tout «*contact direct ou indirect*» avec les groupes qu'elle qualifie de terroristes. Si les organisations locales et communautaires jouent un rôle de plus en plus important, atteindre les millions de personnes dans le besoin est un parcours du combattant. Les nouvelles restrictions vont complexifier une situation déjà très difficile, en impactant la manière dont les associations locales travaillent avec leurs partenaires internationaux. De nombreux groupes locaux ne voudront pas légitimer la junte en s'enregistrant. À court et moyen terme, Phil Robertson de Human Rights Watch fait aussi valoir «*que les États-Unis et l'Union Européenne vont devoir trouver des itinéraires alternatifs pour l'aide humanitaire.*»

Nouvelles sanctions européennes contre la junte

Le 8 novembre a marqué les deux ans des élections législatives de novembre 2020 massivement remportées par la Ligue nationale pour la démocratie (LND). C'est cette date symbolique que l'Union Européenne (UE) a choisie pour adopter une 5ème série de sanctions ciblées contre la junte. Les nouvelles mesures visent 19 personnes, dont le ministre de l'investissement et des relations économiques extérieures, Kan Zaw, le président de la Cour suprême, Htun Htun Oo, des membres de haut rang des forces armées, des membres de la commission électorale de l'Union, ainsi que des représentants d'entreprises privées. Le Conseil d'administration de l'État (SAC) est également visé en tant qu'entité, pour son rôle central dans la répression. Les mesures restrictives s'appliquent désormais à 84 personnes et 11 entités au total. Les personnes désignées font l'objet d'un gel des avoirs et d'une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE. Il est par ailleurs interdit aux personnes et entités de l'UE de mettre des fonds à la disposition des personnes et entités sous sanctions.



Sommet UE-ASEAN : la Birmanie à l'agenda ?

La Birmanie sera-t-elle à l'agenda du sommet UE-ASEAN qui se tient à Bruxelles le 14 décembre ? Quelques jours avant, le 9 décembre, l'ASEAN Parliamentarians for Human Rights - APHR organise un événement à Bruxelles à ne pas manquer, accessible en ligne : « **La Birmanie après le coup d'État : établir une feuille de route pour l'UE et la communauté internationale** », en présence de plusieurs activistes birmans et d'Aung Myo Min, ministre des droits humains du gouvernement d'unité nationale (NUG). La discussion partira des conclusions de **l'enquête** que l'APHR vient de publier sur l'échec de la communauté internationale face au coup d'Etat. Le message est clair : « *Les pays et les institutions internationales qui prétendent soutenir la démocratie en Birmanie doivent faire davantage. S'ils veulent vraiment aider le peuple birman à l'heure où il en a le plus besoin, ils doivent mener des politiques créatives et efficaces pour apporter un soutien et ouvrir la voie à un avenir meilleur pour le pays. La junte de Min Aung Hlaing n'a pas réussi à prendre le contrôle du pays, mais les forces pro-démocratie ne peuvent pas expulser seuls les militaires de la vie politique. Les forces qui luttent pour un gouvernement fédéral la démocratie ont besoin de toute l'aide qu'elles peuvent obtenir de la part d'alliés de la communauté mondiale* ». Il faut agir, et vite !

7 étudiants condamnés à la peine de mort

Sept étudiants de l'Université Dagon à Rangoun ont été condamnés à la peine de mort. Ils s'appellent Ko Khant Zin Win, Ko Thura Maung Maung, Ko Zaw Lin Naing, Ko Thiha Htet Zaw, Ko Hein Htet, Ko Thet Paing Oo et Ko Khant Linn Maung Maung. Ils ont participé à des manifestations anti-junte et sont condamnés à mort pour leurs aspirations à la liberté et à la démocratie. L'inquiétude est grande pour leur sort et pour celui des plus de 100 condamnés à mort que compte la Birmanie. Depuis que la junte a fait pendre quatre prisonniers politiques en juillet, nous redoutons d'apprendre de nouvelles exécutions et l'angoisse des condamnés et de leurs proches doit être immense. Les pendaisons peuvent survenir à tout moment, parfois sans même qu'on le sache. Mais si la junte cherche à instiller la terreur parmi la population, par tous les moyens, la résistance du peuple ne faiblit pas en dépit des risques encourus et des sacrifices endurés.

A l'agenda de décembre à Paris

Le mercredi 7 décembre, nous vous donnons rendez-vous au Cinéma de l'épée de Bois à 20h dans le 5ème arrondissement de Paris pour une projection du film d'Alan Dub en hommage au courage du peuple birman. Ce documentaire donne la parole à des exilés birmans, en France et en Thaïlande.



La projection sera suivie d'un débat en présence du réalisateur et de Tin Tin Htar Myint, secrétaire générale de Doh Atu Ensemble pour le Myanmar. Une vente solidaire au profit des réfugiés birmans clôturera cet événement, organisé par Info Birmanie, Doh Atu Ensemble pour le Myanmar et Amnesty Paris Quartier Latin. Venez-nombreux ! Le mardi 6 décembre, Info Birmanie participe à une conférence organisée par l'Institut du Pacifique et Doh Atu Ensemble pour le Myanmar : « *Perspectives politiques et diplomatiques, résistance et résilience* ». Rendez-vous de 15h30 à 17h30 à la Maison des associations du 16ème arrondissement pour débattre de la situation en Birmanie avec le chercheur François Robinne, Nan Su Mon Aung, représentante du NUG en France, Tin Tin Htar Myint et Sophie Brondel, coordinatrice d'Info Birmanie.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

Focus

Soutenez le peuple birman, soutenez Info Birmanie



Nos actions : <https://youtu.be/arkhUSSWhyo>

Depuis le coup d'Etat militaire, les Birman.e.s luttent pour leur liberté et dignité

Les nouvelles quotidiennes de la Birmanie sont effrayantes par la violence déployée par l'armée pour mater la révolte populaire, mais aussi pleines d'espoir par l'ampleur de la résistance. Le peuple birman résiste au coup d'État militaire de février 2021. Et Info Birmanie déploie tous les efforts possibles pour soutenir ce mouvement pour la liberté et la dignité.

Mais la guerre en Ukraine éloigne la Birmanie de l'agenda médiatique et politique, la cause du peuple birman doit être davantage connue, médiatisée, relayée et soutenue. La France – à l'instar de la communauté internationale – est loin d'avoir apporté tout son soutien au soulèvement du peuple contre la junte.

Avec nos partenaires birmans et internationaux, nous relayons les voix de la résistance, nous informons et menons des campagnes comme #avectoimyanmar. **C'est la raison d'être d'Info Birmanie : relayer les demandes de la société civile birmane.**

Sans soutien international, le mouvement populaire risque de ne plus être entendu et soutenu. Vous le savez, Total Energies s'est retirée de Birmanie cette année suite aux nombreuses campagnes de la société civile, dans lesquelles Info Birmanie et ses partenaires ont joué un rôle actif. C'est un coup sévère qui a été porté à la junte, qui dépend des revenus des énergies fossiles pour acheter des armes à la Russie et la Chine.

AGISSONS POUR LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE EN BIRMANIE

D'autres multinationales françaises, notamment des banques, continuent à favoriser la junte et ses entreprises. Info Birmanie va renforcer en 2023 son action pour stopper ces flux financiers qui permettent à l'armée de massacrer son peuple. **Soutenez ce combat.**

Nos actions pour le peuple birman

Info Birmanie :

- **décrypte la situation du pays dans les médias**
- **développe la campagne de sensibilisation #avectoimyanmar**
- **relaie les voix de la société civile birmane**
- **interpelle les acteurs économiques pour que cesse tout lien avec la junte**
- **organise des rencontres entre militants birmans et nos représentants pour que notre pays soutienne la résistance du peuple birman**
- **impulse des initiatives qui fédèrent citoyens et organisations impliqués sur la Birmanie**

Faire un don à Info Birmanie, c'est donner une voix aux Birman.e.s qui s'engagent malgré le danger

Pour poursuivre son action, Info Birmanie a besoin de votre soutien. Notre équipe veut renforcer ses moyens d'action en cette période cruciale pour le peuple birman.

Enfin, pouvoir compter sur vous, c'est aussi permettre à notre association de rester indépendante.

Participez au mouvement de générosité mondiale généré par le Giving Tuesday du 29 novembre en soutenant notre action !

Merci par avance,

L'équipe d'Info Birmanie